Le Pacte Civique et l'action gouvernementale

Quelques éléments pour préparer l'entretien d'une délégation du Pacte Civique avec M. Jean-Marc AYRAULT, Premier Ministre.

1/ Le Pacte Civique travaille à contre-courant

Depuis son lancement en mai 2011, le Pacte Civique a élargi son audience, et essayé de faire partager ses exigences et ses valeurs. Il rassemble aujourd'hui 120 organisations, et près de 2400 signataires, bon nombre de personnalités connues et reconnues, dont … *François HOLLANDE* et *Jean-Marc AYRAULT*. Une trentaine de collectifs locaux animent la vie citoyenne dans les territoires.

Pourquoi situons-nous notre action « à contre-courant » ? Parce que nous nous efforçons, de manière à la fois ambitieuse et modeste, vu l'étroitesse de nos moyens :

- De construire une réponse globale à la crise, alors que le champ politique est infesté de multiples demandes partielles répondant à des revendications particulières ou catégorielles, au détriment de constructions cohérentes, durables, animées par une vision claire de l'avenir et de l'intérêt collectif

- De nous situer au niveau des finalités, des principes, des orientations à long terme, alors que le débat privilégie les annonces spectaculaires et la réactivité à l'événement, au détriment de la réflexion, de la délibération, de la construction durable

- De raisonner non en termes de « mesures » censées produire mécaniquement des effets heureux, mais en termes de méthodes démocratiques de délibération permettant l'implication et la participation. Il ne s'agit pas de nier le caractère inéluctable des conflits, mais de les mettre en perspective, en les purgeant des malentendus et procès d'intentions qui les empoisonnent. Ainsi se construisent accords et désaccords et s'élaborent des solutions collectives durables.

- De résister à la prétention de certaines élites économiques, intellectuelles, professionnelles ou politiques à imposer à l'ensemble de la société leur vision monolithique et leurs solutions préétablies, au détriment de l'indispensable approfondissement démocratique sans lequel nous ne saurons pas résoudre les problèmes extraordinairement difficiles que nous avons, et que nous aurons de plus en plus, à affronter

- De contribuer à la mise en place d'un consensus transpolitique sur les bases minimales du changement de paradigme nécessaire, à l'image de ce que fut le « consensus modernisateur » de l'immédiat après-guerre.

- De favoriser le « vivre ensemble » de toutes les catégories de population, seul remède aux tentations du repli sur soi, sur son noyau familial, sur sa région, sur sa nationalité, sur son identité ou sa « communauté », ethnique, religieuse, spirituelle ou simplement sociologique, mettant en danger la laïcité, la fraternité républicaine et aussi la construction européenne.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Pour « *inventer un futur désirable pour tous* », il nous faut accepter et promouvoir un changement profond des mentalités et des pratiques individuelles, du fonctionnement des organisations collectives, et de l'action politique.

Fil rouge de notre action et de notre pratique, la *démocratie* constitue à la fois une exigence fondamentale et une condition indispensable à la construction du futur. C'est ce qui nous a conduits à mettre en place un *observatoire citoyen de la qualité démocratique*[1] ; à approfondir et expérimenter quelques méthodes innovantes de débat et de prise de décision collective, par exemple la « *construction de désaccords féconds*[2] » ; à acquérir et diffuser une vraie culture de l'évaluation de notre propre action.

Dans l'actualité, notre action se concentre autour du thème *de « l'emploi de qualité pour tous, à temps choisi, qui doit devenir une vraie priorité nationale partagée » (engagement 24 du Pacte civique).* Nous préparons pour le 1er mai prochain, à Paris, un événement reconductible d'année en année intitulé : *« Fête du travail, faîtes des emplois »* qui permettra de mettre en valeur les initiatives réussies de coopération entre acteurs et auquel la CFDT et la CDT participeront ensemble[3].

Par la suite, nous essayerons d'apporter notre contribution – spécifique – d'abord à la *préparation des élections municipales, puis à celle des élections européennes.*

2/ Notre appréciation de l'action gouvernemental

Comprenons-nous bien : Notre démarche ne situe pas dans la sphère partisane, puisque le Pacte Civique se veut transpolitique ; il ne s'agit ici ni de nous livrer à une évaluation exhaustive de l'action engagée, ni de dresser un décompte des promesses tenues et non tenues, mais plutôt, par quelques observations sur ce qui a été fait depuis la mise en place du gouvernement, de *contribuer à améliorer son action*.

Tout d'abord, la *concertation* engagée par le gouvernement dès le début de son mandat sur de nombreux thèmes importants a constitué, pour nous et pour de nombreux collectifs de nos réseaux, une vraie bouffée d'oxygène : conférence sociale, conférence environnementale, concertation sur l'école, conférence sur la pauvreté (à laquelle nous avons été mêlés de très près), et plus récemment, conférence du consensus sur la prévention de la récidive témoignent d'une *indéniable volonté démocratique*, et, même si les méthodes d'organisation des débats ne sont pas exemptes de défauts, elles permettent *d'associer la société civile* à la préparation des décisions et d'améliorer ainsi leur poids.

D'autres processus engagés par le gouvernement nous laissent plus perplexes, en particulier la manière, trop rapide et finalement maladroite, dont a été préparée la loi sur le *« mariage des couples de même sexe ».* Nous formulons d'ailleurs des recommandations[4] pour que la suite du processus, en particulier le projet de loi sur la famille, soit menée de manière plus satisfaisante.

---

1 Voir document de présentation de l' OCQD.

2 Fiche méthodologique sur la construction de désaccords

3 Voir le dossier de presse

4 Fiche ; « Pour des méthodes démocratiques adaptées à nos choix de société ».

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

En matière économique, domaine à haut risque et grands enjeux, curieusement, *aucun chantier participatif n'a été lancé en amont des différents projets de loi* : lois de finances, pacte de compétitivité[5], loi bancaire[6]. Est-ce parce-que l'équipe au pouvoir compte en son sein plusieurs brillants économistes, à commencer par le Président de la République lui-même ? D'où une impression de grande opacité, sans perspective claire, et la suspicion qui s'installe que le gouvernement agit sous la pression des lobbys (chefs d'entreprises, banques …). Un *travail participatif préalable*, précisant les *objectifs poursuivis*, incluant de manière transparente l'expression des différents lobbys, permettrait à chaque citoyen intéressé de connaître les différentes alternatives en jeu, d'en mesurer les impacts, et de *comprendre les raisons des choix politiques du gouvernement*.

La critique formulée sur le manque de clarté des objectifs peut en fait être élargie à *l'ensemble de l'action gouvernementale* : le travail accompli depuis moins d'un an est considérable, des réformes difficiles ont été entreprises, des positions courageuses ont été prises, notamment en matière de rémunérations et de justice fiscale, mais on ne voit pas clairement où tout cela mène. Chaque chantier, même lorsqu'il est mené de manière satisfaisante, reste enfermé dans sa technicité, sans lien explicite avec les autres processus en cours, sans qu'une mise en perspective permette au citoyen de savoir *quel est l'objectif, à quel stade nous sommes rendus, quelles seront les étapes ultérieures, et vers quel état final nous sommes engagés*. Ce manque de *« vision »* participe certainement de la désaffection relevée par les instituts de sondage à l'égard de l'exécutif.

Allons plus loin encore et énonçons ce reproche plus lourd : ***ce gouvernement n'a pour l'instant pas su, sinon ré-enchanter la politique, du moins lui redonner sa valeur, son sens et sa capacité de pédagogie et de mobilisation***.

Futilité, nous dira-t-on ? « *Les élections de 2017 se joueront sur le taux de chômage et l'évolution du pouvoir d'achat, pas sur de belles paroles* ». Pas si sûr ! Etre réaliste et efficace, c'est bien sûr réussir à endiguer le chômage, mais c'est aussi savoir *mettre en œuvre de l'utopie*, mobiliser la société, et en particulier sa jeunesse, autour d'un *dessein historique clair*, tout en sachant décrire les étapes intermédiaires. C'est aussi faire œuvre de pédagogie, pour montrer quel est *l'intérêt bien compris*, et à long terme, de nos concitoyens et de leurs descendants, que le corporatisme, l'inégalité et le repli identitaire ne sauront jamais satisfaire.

Affaire de communication ? Certes oui, mais au meilleur sens du terme : dire le vrai, communiquer sa vision du futur, mais aussi son rêve, le *plaisir* que l'on éprouve à prendre à bras le corps les difficultés de notre société, et à agir pour un *« futur désirable pour tous ».*

Certes, le formatage actuel des grandes émissions politiques télévisées ne favorise pas l'expression des grands enjeux et des visions prophétiques. Peut-être faut-il sortir de ce cadre pour offrir à nos concitoyens une *information régulière, honnête, et pédagogique* sur l'action politique en cours, ses objectifs, son tempo, ses difficultés et ses espoirs.

Au-delà de cette indispensable pédagogie de l'action gouvernementale, c'est un discours fort et mobilisateur qui fait actuellement défaut, sur la nécessité de mettre en place progressivement de nouvelles formes de développement autour des valeurs telles que celles prônées par exemple par le Pacte civique, à savoir : la créativité, mais une créativité orientée vers la qualité du vivre ensemble, la sobriété comme antidote à l'austérité et condition de la transition écologique, la justice pour que les droits légitimes de chacun soient vraiment assurés, et la fraternité pour redonner sa place au lien social et à la sensibilité face à des conduites managériales de moins en moins bien supportées. Ce n'est pas que l'affaire du gouvernement, mais il y a sa part puisque l'enjeu, en définitive, est la mutation qualitative de la démocratie.

Il nous semble que, dans le contexte actuel, pour répondre à la crise morale et politique que traverse notre pays, il convient de mobiliser sans exclusive toutes les intelligences et les bonnes volontés de la société française en organisant sur les grands

---

5 Il nous parait regrettable que ce pacte soit déconnecté du dialogue social et que l'aide de l'Etat ne comporte qu'une faible conditionnalité.

6 Qui nous parait insuffisante (cf. article de la Tribune du 15 mars, une finance plus sobre et plus efficace.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

défis de l'heure une vaste consultation sur le modèle de ce qui s'est passé lors de la conférence sur la lutte contre la pauvreté, mais en lui donnant beaucoup plus de relief et d' ambition. Les modalités de cette consultation pourraient faire l'objet d'une bonne partie de l'entretien. Il est rappelé à cet égard que le collectif Pacte civique s'associe à la proposition de Michel Dinet, Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, *d'ajouter à la loi sur la décentralisation en cours d'élaboration un troisième volet sur la participation et l'engagement citoyen* qui serait bâtie avec les partenaires concernés et viendrait s'ajouter à la nouvelle répartition des compétences.[7]Cela peut fournir une piste de réflexion.

3/ Propositions pour de nouveaux chantiers

Nous ne venons pas avec, sous le bras, une longue liste de revendications à satisfaire. Nous souhaitons cependant insister sur quelques chantiers qui s'inscrivent au cœur de notre démarche citoyenne, et qui n'ont pas, à notre connaissance, été évoqués jusqu'ici par le gouvernement :

- La nécessité de *préparer soigneusement la future loi famille par un travail préalable* explicitant clairement les avantages et inconvénients des différents scénarios possibles et par une consultation approfondie de la société civile avant que le Parlement ne délibère.[8]

- L'organisation *d'une conférence fiscale*[9], préalable indispensable à la définition progressive et participative d'un « contrat fiscal juste et redistributif, permettant de faire face aux besoins collectifs tout en prenant en compte l'environnement concurrentiel » (engagement 23 du Pacte civique).

- Pour accompagner le développement du service civique et promouvoir plus largement la citoyenneté, il conviendrait selon nous de mettre en place une *réflexion sur ce que devrait être désormais une éducation populaire et citoyenne tout au long de la vie,* facteur à la fois de développement personnel pour l'individu et de progrès pour l'ensemble de la société, en lien avec la formation permanente

- Il nous parait également que *la réflexion sur les temps de vie, la* manière de les organiser tout au long de l'existence, la réduction des temps de travail subis et la promotion du temps de travail choisi, devrait être relancée. Notre société a besoin de respirer autrement, de retrouver le sens du temps, devenu aujourd'hui trop compressé ou trop vide. Cela n'est pas sans liens avec l'emploi : pourquoi pas un « *Grenelle des temps de vie et de l'emploi* ».

- Enfin, alors qu'il aborde la réflexion sur sa contribution possible au débat sur les *élections au Parlement européen*, et doit préciser ses propositions concernant les divers aspects de l'Union européenne, le collectif Pacte Civique constate que le régime électoral existant pour les élections au Parlement européen, le scrutin de liste inter-régional, tout en n'assurant pas une stricte représentation proportionnelle au niveau national, ne *permet pas non plus au citoyen d'intervenir dans le débat faute d'un interlocuteur clairement identifié*. La question d'une réforme de ce mode de scrutin doit donc être posée dès maintenant, compte tenu des délais. Le système électoral allemand, associant deux modes d'élection (députés élus dans les régions et députés élus à la proportionnelle selon un scrutin de liste national) pourrait constituer une piste de réflexion intéressante.

---

7 Lettre de Michel Dinet au Président de la République

8 Fiche : « Pour des méthodes démocratiques adaptées à nos choix de société ».

9 Fiche sur la fiscalité: « Pour une conférence fiscale »

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org